



Rapport

**Visite de l'honorable Leo Housakos,
président intérimaire du Sénat,
et d'une délégation parlementaire,
Trinité-et-Tobago**

du 15 au 17 mars 2015

À l'invitation de Son Excellence madame Raziah Ahmed, sénatrice, présidente du Sénat et de Son Excellence monsieur Wade Mark, député, président de la Chambre des représentants du Parlement de Trinité-et-Tobago, l'honorable Leo Housakos, président intérimaire du Sénat, a mené une délégation parlementaire en visite officielle à Trinité-et-Tobago du 15 au 17 mars 2015.

La délégation a l'honneur de déposer son

Rapport

La délégation officielle, dirigée par le président intérimaire Leo Housakos, était composée des membres suivants :

l'honorable Leo Housakos, président intérimaire du Sénat;

l'honorable Anne C. Cools, sénatrice,

l'honorable Pana Merchant, sénatrice;

l'honorable Grant Mitchell, sénateur;

l'honorable Betty E. Unger, sénatrice;

l'honorable David Wells, sénateur; et

M^{me} Marie-Eve Belzile, secrétaire de la délégation.

Contexte – Trinité-et-Tobago

La République de Trinité-et-Tobago est un État insulaire des Caraïbes composé de deux îles principales et situé près de la côte nord-est du Venezuela, au sud de la Grenade. En 2014, le pays comptait environ 1.3 million d'habitants. Trinité-et-Tobago est doté de l'économie industrialisée la plus importante et diversifiée des Caraïbes. En raison de sa taille relativement importante et de la vigueur de son économie, il est un acteur influent au sein de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) ainsi qu'un important producteur d'énergie à l'échelle régionale. Il joue aussi un rôle de premier plan au sein de la CARICOM en ce qui concerne les enjeux liés à l'énergie et à la sécurité. Les investissements étrangers sont au cœur de la politique économique et ils bénéficient du soutien des secteurs privé et de la main-d'œuvre. Trinité-et-Tobago jouit également d'un secteur financier bien développé. Son revenu par habitant est le deuxième en importance dans les Caraïbes.

Le Canada entretient depuis longtemps des relations étroites avec Trinité-et-Tobago. Les relations diplomatiques ont été établies en août 1962, dès l'accession à l'indépendance de Trinité-et-Tobago. Aujourd'hui ces relations bilatérales englobent tout un éventail de secteurs, dont l'immigration, l'éducation, la sécurité et les services financiers. Le Canada et Trinité-et-Tobago coopèrent au sein du Commonwealth, des Nations Unies et de l'Organisation des États américains. Trinité-et-Tobago a ratifié la Convention sur les mines terrestres et a été un chef de file régional en ce qui a trait à la ratification et à la promotion du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

À titre de partenaires au sein de l'hémisphère et du Commonwealth, le Canada et Trinité-et-Tobago partagent des valeurs communes, des sociétés multiculturelles, des systèmes similaires de gouvernement et un engagement envers la démocratie, la liberté, la primauté du droit et les droits de la personne. Ces liens sont renforcés par la contribution de près de 100 000 citoyens canadiens et résidents permanents d'origine trinitadiennes et des 6 000 Canadiens vivant à Trinité-et-Tobago.

En 2014, Trinité-et-Tobago était le plus grand partenaire du Canada pour le commerce des marchandises au sein de la CARICOM, et se classait au troisième rang dans les Caraïbes, derrière la République dominicaine et Cuba.

Objectifs

Les objectifs de la visite étaient les suivants :

- promouvoir les intérêts du Canada et ses valeurs démocratiques;
- encourager le dialogue parlementaire continu en faisant la promotion des échanges parlementaires;
- souligner l'importance des liens humains qu'entretiennent le Canada et Trinité-et-Tobago;
- discuter des politiques étrangères en ce qui concerne les questions d'intérêt international et commun;
- encourager les échanges économiques avec Trinité-et-Tobago notamment encourager la poursuite des négociations en vue d'un Accord de libre-échange entre le Canada et la CARICOM;
- maintenir de bonnes relations dans tous les domaines d'échanges.

Rencontres – Port-d'Espagne

À Port-d'Espagne, la délégation a rencontré les personnes suivantes :

Son Excellence M. Anthony Carmona, président de la République de Trinité-et-Tobago; l'honorable M. Ivor Archie, juge en chef de la Cour suprême de Trinité-et-Tobago; Son Excellence Mme Raziah Ahmed, sénatrice, présidente du Sénat; Son Excellence M. Wade Mark, député, président de la Chambre des représentants; l'honorable M. Winston Dookeran, député, ministre des Affaires étrangères; l'honorable M. Vasant Bharath, sénateur, ministre du Commerce; l'honorable M. Kelvin Ramnarine, sénateur, ministre de l'Énergie et des Industries de l'énergie; l'honorable Dr. Keith Rowley, député, chef de l'Opposition; Brigadier général M. Anthony Phillips-Spencer, vice-chef d'état-major de la défense, Forces de défense de Trinité-et-Tobago; et, M. Garvin Heerah, directeur, Centre des Opérations nationales.

Rencontre avec Son Excellence M. Anthony Carmona, président de la République de Trinité-et-Tobago

La rencontre avec Son Excellence M. Anthony Carmona, président de la République de Trinité-et-Tobago, visait à remercier le peuple trinitadien de son hospitalité, à rappeler l'importance des liens bilatéraux qui unissent le Canada et Trinité-et-Tobago et discuter d'enjeux d'intérêt international et commun. Les deux pays ont célébré 50 ans de

relations diplomatiques en 2012, ce qui a coïncidé avec les célébrations du 50^e anniversaire de l'indépendance de Trinité-et-Tobago. Aujourd'hui, ces relations bilatérales englobent tout un éventail de questions, notamment le commerce, l'éducation, la sécurité et la gouvernance. À travers les liens interpersonnels et parlementaires réguliers se construisent des relations d'affaires solides et émergent des solutions aux problématiques mondiales, a exprimé Son Excellence.

Le président de la République a d'abord souhaité discuter du privilège parlementaire au Canada et du code de conduite applicable aux parlementaires à l'intérieur des limites de la cité parlementaire. L'ordre et le décorum appliqués par le président de la chambre furent abordés brièvement de même que le traitement des plaintes publiques visant des parlementaires.

Le président a ensuite avancé la problématique du terrorisme. Il a fait allusion à l'événement du 22 octobre 2014 à Ottawa en parallèle avec le coup d'état de 1990 au Parlement de Trinité-et-Tobago. Dans le contexte actuel, les pays doivent adopter une approche unifiée pour combattre le terrorisme. Trinité-et-Tobago ne fait pas exception et doit composer avec l'escalade de radicalisation chez les jeunes. Le président était d'avis qu'il fallait engager les jeunes et les impliquer davantage dans la vie démocratique et parlementaire. Le dilemme des médias sociaux s'ajoute aux difficultés rencontrées par les forces policières. Le recrutement des jeunes n'a plus de frontière et les ressources disponibles pour analyser les données informatiques recueillies sont limitées. Le président a mentionné que Trinité-et-Tobago aimerait collaborer avec le Canada sur cette question et élaborer un programme de formation sur la façon de lutter contre le terrorisme. Le sénateur Mitchell a parlé de l'étude menée par le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense au sujet du phénomène de la radicalisation des jeunes.

Il fut ensuite question de l'aide au développement. La région des Caraïbes fait partie des 20 pays ciblés par le Canada pour l'aide au développement international. Le président a fait valoir que l'aide fournie ne devrait pas être évaluée uniquement en fonction du produit intérieur brut. D'autres facteurs devraient être pris en compte, notamment les côtes et les frontières poreuses. Trinité-et-Tobago se trouve souvent isolé en raison de sa situation économique et géopolitique au sein d'une communauté régionale vulnérable et précaire.

Le président intérimaire Housakos a soulevé la question du Traité sur le commerce des armes. Il a indiqué au président que le Canada comprenait l'importance de la signature du Traité et ses enjeux afférents pour Trinité-et-Tobago et qu'une décision serait prise en temps et lieu.

Les échanges universitaires furent discutés. Des universités canadiennes ont signé un accord de coopération avec des universités de Trinité-et-Tobago pour faciliter les échanges d'étudiants et d'enseignants. Le Haut-commissariat, à Port-d'Espagne, délivre chaque année environ 300 permis d'études aux citoyens de Trinité-et-Tobago. Le président a souligné qu'il aimerait accroître les échanges avec des universités canadiennes de langue française. Les trinidadais qui souhaitent poursuivre leurs

études en français optent pour l'Europe plus souvent qu'autrement alors que de bonnes universités situées dans la province de Québec pourraient offrir une excellente alternative. Le président a également expliqué qu'il occupait le poste de Chancelier de l'Université de Trinité-et-Tobago et qu'en raison de sa vaste expérience dans le domaine de l'éducation, la collaboration interuniversitaire lui tenait à cœur. Il souhaite en particulier accroître le nombre de recherches en médecine sur les maladies tropicales. Toujours dans le domaine médical, il a exposé les difficultés rencontrées par Trinité-et-Tobago pour contrer la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans des domaines techniques. Il a ajouté que le pays devait aussi adresser les principaux problèmes de santé qui posent un fardeau financier considérable à l'état, notamment le diabète, l'obésité et le HIV. À ce sujet, la sénatrice Merchant a expliqué que le Canada connaissait une situation similaire et que le Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie menait une étude portant notamment sur l'obésité chez les jeunes.

Rencontre avec l'honorable M. Ivor Archie, juge en chef de la Cour suprême de Trinité-et-Tobago

Le Canada démontre son support au gouvernement de Trinité-et-Tobago dans la réforme du secteur judiciaire en priorisant la lutte contre le crime. Le Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité du Canada soutient les efforts de Trinité-et-Tobago pour moderniser ses procédures d'enquêtes criminelles. Le gouvernement du Canada, en collaboration avec le Royaume-Uni, contribue également au système de justice criminel trinidadien en finançant le placement d'un procureur du Royaume-Uni au sein du bureau du Procureur général à Trinité-et-Tobago pour aider à guider la réforme dans plusieurs secteurs tels que les investigations policières, l'utilisation efficace de témoins et des nouvelles technologies. La présente rencontre visait à prendre connaissance des progrès accomplis dans le domaine de la réforme du secteur judiciaire et promouvoir les intérêts et les valeurs démocratiques du Canada.

Le président intérimaire Housakos a remercié le juge en chef de prendre le temps de s'entretenir avec la délégation canadienne. Il a présenté les membres composant la délégation. Le Canada étant un fervent partisan de la primauté du droit, le président intérimaire a demandé au juge en chef de qualifier l'efficacité du projet de réforme de justice pénale jusqu'à présent. De façon générale, ce dernier était d'opinion que plusieurs objectifs avaient été atteints. Il a mentionné qu'il y avait maintenant des pourparlers en ce qui a trait aux réformes structurelles.

Le président intérimaire Housakos a fait référence aux propos tenus par l'honorable Dr. Keith Rowley, chef de l'Opposition, lors d'une rencontre précédente, à l'effet que le système de justice criminelle présente toujours des lacunes qui sapent la confiance du public. Le juge en chef a abordé ces préoccupations en ajoutant que la formation des corps policiers devait être améliorée. Il a expliqué qu'il existait un manque flagrant d'avocats pour défendre les accusés, ce qui ralentit considérablement l'administration de la justice, le tribunal ne pouvant entendre plus d'une cause criminelle grave à la fois. Il a déploré également l'absence d'un département d'aide juridique pour les personnes à faible revenus.

Le sénateur Mitchell a pour sa part expliqué le protocole d'entente entre la Force de défense de Trinité-et-Tobago et le Canada au sujet du Programme d'instruction et de coopération militaires. Il a demandé si une telle entente pourrait bénéficier aux forces policières.

Le Service correctionnel du Canada et le Service pénitentiaire de Trinité-et-Tobago ont également un protocole d'entente sur la coopération en matière de services correctionnels afin de faciliter les échanges et la formation professionnels. Les deux parties ont discuté des lacunes qui subsistent. Il fut question notamment du manque de personnel au département de libération conditionnelle, des délais en détention provisoire et du manque d'encadrement législatif en ce qui a trait aux négociations lors d'un plaidoyer de culpabilité. Le juge en chef a aussi élaboré sur les derniers pourparlers en vue de fournir des alternatives à la détention et à l'incarcération pour permettre aux auteurs de crimes légers de réintégrer plus facilement la vie sociale sous contrôle supervisé. Chaque initiative encourageant la réintégration sociale bénéficie tant au gouvernement qu'aux citoyens. Le juge en chef espérait que ces mesures contribueraient à l'amélioration du système de justice.

Rencontre avec Son Excellence Mme Raziah Ahmed, sénatrice, présidente du Sénat ainsi que Son Excellence M. Wade Mark, député, président de la Chambre des représentants de la République de Trinité-et-Tobago

La rencontre a permis aux présidents du Sénat et de la Chambre des représentants de Trinité-et-Tobago d'exposer les liens qui unissent nos deux pays ainsi que de présenter leur Parlement et les accomplissements récents en matière de transparence et d'accessibilité.

Le président Mark a élaboré sur le fait que le Canada et Trinité-et-Tobago entretiennent une relation historique, datant des premiers échanges commerciaux en 1938 et de la reconnaissance officielle de Trinité-et-Tobago comme État de droit par le Canada en 1962. Les deux pays célébraient d'ailleurs leurs 50 ans de relations diplomatiques en 2012, ce qui coïncidait avec les célébrations du 50^e anniversaire de l'indépendance de Trinité-et-Tobago.

Les liens universitaires entre Trinité-et-Tobago et le Canada sont nombreux et de longue date. Il y a environ un siècle, des missionnaires presbytériens canadiens ont été chargés d'établir, à Trinité-et-Tobago, des établissements d'enseignement, dont plusieurs existent encore de nos jours. Le président a fait valoir qu'il existait également un nombre appréciable d'investisseurs canadiens au pays et que la valeur des investissements directs s'élevait à près de 1,3 milliard de dollars, principalement concentrés dans les secteurs des finances et de l'énergie. Les banques canadiennes sont bien implantées dans le pays, notamment la Banque Scotia et la CIBC. Le président a souligné la stabilité du système financier canadien.

Le président Mark a ensuite tenu à exprimer la solidarité des membres du Parlement de Trinité-et-Tobago envers les Canadiens pour les événements qui ont marqué la ville d'Ottawa et le Parlement le 22 octobre 2014.

Enfin, la présidente Ahmed ainsi que le président Mark ont expliqué les différentes réformes entreprises récemment pour rendre le Parlement de Trinité-et-Tobago plus responsable, transparent et accessible à la population. Entre autres, il fut mentionné que la Chambre des représentants a procédé à la révision de ses règlements afin de s'aligner davantage sur les pratiques d'autres parlements de style Westminster. Des comités permanents ont été formés devant lesquels les ministres sont appelés à comparaître et témoigner, le tout étant disponible sur l'interface web du Parlement. Une période des questions a été ajoutée, invitant la première ministre à répondre au Parlement de ses politiques. Le Parlement a également élaboré un plan global stratégique et une plateforme de technologies de l'information et des communications qui modernisent considérablement les méthodes de travail. Le Parlement estime pouvoir éliminer environ 90% de l'utilisation du papier d'ici 2017. Les séances du Sénat, se tenant les mardis, et les séances de la Chambre des représentants, se tenant les vendredis, sont maintenant diffusées en direct. Le Parlement est aussi accessible via Facebook, Twitter et Instagram. Le président Mark était fier d'annoncer que des programmes de sensibilisation à la vie politique et au travail des parlementaires ont été mis sur pied et adaptés pour les jeunes trinitadiens. Toutes ces mesures contribuent à faire connaître le Parlement trinidadien, à rehausser la confiance de la population envers leurs institutions et leurs parlementaires et à démontrer l'importance de la démocratie.

Le président intérimaire Housakos a remercié ses hôtes et il a appuyé les propos du président Mark au sujet des bonnes relations qu'entretiennent le Canada et Trinité-et-Tobago. Il a souligné qu'en 2012, le gouverneur général du Canada, Son Excellence le très honorable David Johnston, s'est rendu à Port-d'Espagne pour célébrer les 50 années de relations bilatérales et pour renforcer les liens solides entre les deux pays dans les secteurs de la sécurité, du commerce et de l'éducation. Le premier ministre Harper s'est également rendu à Trinité-et-Tobago à deux reprises en 2009 pour participer au cinquième Sommet des Amériques et à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, ce qui démontre un intérêt certain pour le pays. Il a renchéri en mentionnant que les deux pays partagent des liens économiques, culturels et sociaux très importants. D'ailleurs, quelques centaines d'étudiants trinidadiens visitent chaque année les universités canadiennes dans le cadre de programmes d'échanges. Le Canada voit beaucoup de potentiel dans l'avenir de Trinité-et-Tobago. Les échanges commerciaux sont importants et plusieurs investissements canadiens dans le secteur financier démontrent la stabilité des relations.

Les deux parties ont ensuite soulevé la question des négociations visant la conclusion d'un accord de libre-échange Canada-CARICOM. Ils ont convenu que la visite des parlementaires canadiens aiderait à faire avancer le dossier.

Le président intérimaire Housakos a présenté les membres qui composent la délégation canadienne. Les deux pays doivent tenir en 2015 des élections générales. Un échange s'est donc élevé concernant la participation des citoyens et l'engagement des jeunes dans le processus démocratique entourant les élections. Il fut également question de la réforme à Trinité-et-Tobago tendant à limiter à deux termes le mandat du premier

ministre et des effets qu'a produit en chambre et sur le travail des parlementaires la diffusion télévisée des débats.

Rencontre avec l'honorable M. Winston Dookeran, député, ministre des Affaires étrangères

La réunion avait comme objectifs de promouvoir les intérêts du Canada, encourager le dialogue parlementaire, souligner l'importance des liens humains qu'entretiennent le Canada et Trinité-et-Tobago et discuter des politiques étrangères.

D'entrée de jeu, le président intérimaire a remercié le ministre des Affaires étrangères de recevoir la délégation canadienne et il a présenté les sénateurs qui l'accompagnaient.

Le ministre a souligné que le Canada et Trinité-et-Tobago coopéraient à plusieurs niveaux, notamment en ce qui a trait à la diplomatie, aux droits de la personne et à la lutte contre le terrorisme. Les liens académiques datent du début des années 1900 et furent initiés par des missionnaires canadiens. Plusieurs établissements d'études supérieures trinitadiens ont signé un accord de coopération avec des institutions canadiennes.

Le président intérimaire Housakos a renchéri, ajoutant que Trinité-et-Tobago participe également au Programme des travailleurs agricoles saisonniers du Canada, un programme de mobilité de la main-d'œuvre. Les investissements directs du Canada à Trinité-et-Tobago sont solides, s'élevant à 1,2 milliard de dollars en 2013. En ce qui a trait au Traité sur le commerce des armes, le président intérimaire Housakos a tenu à informer le ministre que le Canada comprenait l'importance des enjeux pour Trinité-et-Tobago et qu'une décision serait prise en temps et lieu. Il a ajouté qu'il souhaitait promouvoir les liens sociaux entre les deux pays puisque le Canada compte plus de 100 000 canadiens d'origine trinitadienne. Ces liens personnels contribuent à l'économie des nations concernées. Il a demandé au ministre quelles actions devraient être entreprises afin d'accroître davantage ces liens uniques.

Le ministre a mentionné que la pratique de la diplomatie contemporaine encourage le déplacement des individus dans un environnement global. Il faut tenir compte de cette évolution et pouvoir justifier l'équilibre entre le mouvement des individus et les risques de menaces terroristes. Les exigences en termes de visas devraient à son avis être assouplies pour permettre une plus grande flexibilité dans les déplacements, accroître les investissements et faciliter les échanges économiques.

Il fut ensuite question des négociations en vue de conclure une entente de libre-échange entre le Canada et la CARICOM. Les deux parties ont discuté des difficultés rencontrées lors des négociations, des solutions et des alternatives à potentielles.

Le ministre a informé la délégation que l'Université de West Indies à Trinité-et-Tobago avait mis sur pied « The Diplomatic Academy of the Caribbean ». Il s'agissait d'une première dans la région des Caraïbes. L'académie offre de la formation sur la négociation et les opérations de coopération internationale au sein de la région de la

CARICOM et au-delà. Elle espère ainsi améliorer la compréhension et la pratique de la diplomatie contemporaine. Le ministre a ajouté que plusieurs conférenciers étaient canadiens. Dans le même ordre d'idées, il a mentionné que le Canada comme puissance moyenne, participe activement au sein de la communauté internationale mais qu'à son avis, le pouvoir de négociation du Canada s'était affaibli ces dernières années. Il a souligné qu'une invitation avait été envoyée à l'ancien ministre des Affaires étrangères canadien, l'honorable John Baird, pour participer à une conférence en mai au sujet de la promotion des États de puissance moyenne.

Enfin, le ministre a proposé que la discussion se poursuive dans un avenir rapproché pour aborder les sujets de réforme parlementaire et de réforme électorale.

Rencontre avec l'honorable M. Vasant Bharath, sénateur, ministre du Commerce

Cette rencontre visait à promouvoir les liens économiques entre le Canada et Trinité-et-Tobago, faire avancer les négociations pour un accord de libre-échange avec la CARICOM et faire le suivi d'un projet d'achat d'aéronefs canadiens.

Le président intérimaire a d'abord présenté les membres qui composaient la délégation canadienne. Il fit ensuite un survol des liens économiques et commerciaux qu'entretiennent les deux pays. Dans cette même veine, il fit mention que le Canada et la CARICOM, dont Trinité-et-Tobago fait partie, sont en pourparlers depuis 2007 dans le but de conclure un accord de libre-échange. Le Canada et la CARICOM n'ont pu parvenir à une entente avant la date limite convenue du 30 juin 2014. Par conséquent, les négociations stagnent depuis. Le président intérimaire a encouragé le ministre du Commerce à faire valoir l'importance d'une telle entente pour tous les pays membres de la CARICOM et de poursuivre les négociations. Les parties ont brièvement élaboré sur les enjeux et les options qui s'offraient à chaque pays.

Le ministre a ensuite élaboré sur les développements industriels accomplis ces quatre dernières années, entre autres au niveau de l'urbanisme et des infrastructures sportives et publiques. Il a acquiescé aux propos du président intérimaire Housakos en ce qui a trait à l'importante diaspora trinidadienne au Canada et il a ajouté qu'il avait eu l'opportunité de rencontrer plusieurs canadiens d'origine trinidadienne à l'occasion de sa dernière visite au Canada en 2013 alors qu'il accompagnait l'honorable Kamla Persad Bissessar, première ministre.

Il fut ensuite question des mesures législatives adoptées récemment par le Parlement de Trinité-et-Tobago concernant les approvisionnements. Cette législation était attendue depuis longtemps. Elle vise à éliminer une grande partie de la bureaucratie trinidadienne facilitant ainsi l'investissement étranger au pays. D'un processus requérant en moyenne 43 jours pour l'établissement d'une compagnie, le gouvernement a diminué les temps d'attente à une moyenne de 3 jours. Grâce à ces réformes, Trinité-et-Tobago se classe parmi les 10 premiers pays présentant le plus d'amélioration selon l'édition 2015 de l'étude de la Banque mondiale « ease of doing business ». La tenue d'élections générales d'ici septembre 2015 est susceptible par contre de ralentir le processus.

Le ministre a brièvement parlé de l'achat par la division aérienne du Centre national des opérations de Trinité-et-Tobago de cinq hélicoptères de la compagnie canadienne Bell Helicopter Textron en mars dernier. Puis le sénateur Wells a discuté des négociations entre la Garde aérienne de Trinité-et-Tobago et Provincial Aerospace Limited du Canada en ce qui concerne l'achat d'avions à missions multiples de longue portée. Enfin, la sénatrice Merchant et la sénatrice Unger ont demandé des précisions au sujet des échanges commerciaux entre Trinité-et-Tobago et les provinces de Saskatchewan et d'Alberta respectivement.

Rencontre avec l'honorable M. Kelvin Ramnarine, sénateur, ministre de l'Énergie et des Industries de l'énergie

Cette rencontre fut l'occasion pour la délégation canadienne de se renseigner davantage sur la situation économique de Trinité-et-Tobago et de promouvoir les intérêts canadiens.

Le président intérimaire a remercié le ministre de prendre le temps d'accueillir la délégation. Il a fait un survol des liens humains, économiques, diplomatiques et culturels qu'entretiennent les deux pays.

Le ministre a agréé aux propos du président intérimaire. Il a ajouté que le Canada avait également une forte présence dans le secteur financier. Les parties ont entrepris une discussion sur les différentes opportunités de marché pour chaque pays en matière d'énergie.

La situation des négociations pour la conclusion d'un accord de libre-échange Canada-CARICOM fut abordée puis, le président intérimaire a demandé si d'autres initiatives devraient être prises par le Canada pour renforcer la croissance économique de Trinité-et-Tobago. Les échanges universitaires contribuent au renforcement des liens sociaux et économiques. Dans ce contexte, le ministre était d'opinion qu'il fallait promouvoir davantage les partenariats interuniversitaires. Des sénateurs ont discuté de partenariats universitaires possibles en lien avec l'industrie pétrolière.

Rencontre avec l'honorable Dr. Keith Rowley, député, chef de l'Opposition

Le président intérimaire Housakos a remercié le chef de l'Opposition de prendre le temps de recevoir la délégation canadienne. Une rencontre avec l'opposition officielle permet d'obtenir un point de vue global et général de la situation parlementaire et de mieux comprendre les réussites et les enjeux du pays visité.

Le président intérimaire Housakos a décrit brièvement les liens qui unissent le Canada et Trinité-et-Tobago. Il a mentionné entre autres que le Canada entretient depuis longtemps des relations étroites avec Trinité-et-Tobago, ayant développé des relations diplomatiques en août 1962, dès l'accession à l'indépendance du pays. Les relations bilatérales englobent tout un éventail de questions, dont le commerce, l'éducation, la sécurité et la gouvernance. Trinité-et-Tobago est aussi un partenaire important du Canada au sein de la CARICOM, du Commonwealth, des Nations Unies et de l'Organisation des États américains. La coopération entre les forces policières est

notable. Un agent de liaison de la Gendarmerie royale du Canada basé à Port-d'Espagne contribue aux efforts de renforcement des capacités et de coopération. Le Service correctionnel du Canada et le Service pénitentiaire de Trinité-et-Tobago sont signataires d'un protocole d'entente sur la coopération en matière de services correctionnels afin de faciliter les échanges et la formation professionnels. Des universités canadiennes ont également signé un accord de coopération avec des universités de Trinité-et-Tobago pour faciliter des projets de recherche et des échanges d'étudiants et d'enseignants. Enfin, le président intérimaire a conclu en mentionnant que le Canada accueille une importante communauté trinitadienne d'environ 100 000 habitants, qui résident principalement dans la région du Grand Toronto et parmi lesquels on compte notamment des artistes, des politiciens et des journalistes.

Monsieur Rowley a pour sa part expliqué les lacunes du système gouvernemental trinitadien actuel et les secteurs qui, à son avis, devraient bénéficier d'une aide supplémentaire. Il a souligné dans un premier temps que la gestion des affaires publiques devait être améliorée. La corruption est encore présente dans plusieurs sphères publiques et privées. La transparence et la responsabilité du gouvernement pour la saine gestion des biens publics s'en trouvent affectées. Cette situation mine la confiance du publique envers le gouvernement, les politiciens et les systèmes publics. Il poursuit en indiquant que le travail des forces policières, notamment au niveau des unités d'enquête, nécessite une aide supplémentaire immédiate. Une des principales responsabilités des services de police est d'enquêter sur les crimes et de les résoudre. Selon les dernières informations dont il disposait, moins de 10% des meurtres commis à Trinidad sont résolus et traduits en justice. Monsieur Rowley a précisé que les connaissances et les capacités des Canadiens dans ce domaine précis pourraient contribuer à l'amélioration significative du système, tant au niveau régional que national. En réponse à la question de la sénatrice Cools, monsieur Rowley a indiqué que les forces policières du pays avaient besoin précisément de formation et d'équipement pour augmenter la qualité et assurer une constance du niveau des services offerts aux citoyens à tous les échelons. Ces propos ont amené les participants à élaborer sur la possibilité d'importer la structure du Programme d'instruction et de coopération militaires entre le Canada et Trinité-et-Tobago au niveau des forces policières. Le Programme fait ses preuves à Trinité-et-Tobago depuis les années 1970.

Toujours en ce qui a trait aux améliorations du système public, monsieur Rowley a indiqué qu'il fallait à son avis revoir l'administration des politiques publiques, du filet social et décentraliser certaines organisations. Il a d'autre part salué l'initiative du gouvernement d'avoir mis sur pied des commissions parlementaires permanentes visant à tenir le gouvernement responsable pour ses actions mais il dément leur efficacité. Il fut question brièvement des programmes touristiques qui pourraient être plus compétitifs, des ententes de transport aérien, du projet de réforme sur la justice initié par un projet de loi omnibus qui fit scandale au pays et du système de santé. Sur ce dernier point, monsieur Rowley a mentionné qu'il y avait abus du système d'une part, et d'autre part que le pays devait composer avec la pénurie de médecins, d'infirmières et de techniciens qualifiés et formés pour réparer les divers appareils médicaux. Enfin, monsieur Rowley a expliqué sommairement le système de taxe sur la valeur ajoutée ainsi que les problématiques entourant la perception de l'impôt foncier.

Rencontre avec le Brigadier général M. Anthony Phillips-Spencer, vice-chef d'état-major de la défense, Forces de défense de Trinité-et-Tobago

Le Canada entretient des relations étroites avec Trinité-et-Tobago depuis déjà 53 ans. Le pays maintient une des plus importantes force de défense dans les Caraïbes. Les Forces de défense de Trinité-et-Tobago ont d'ailleurs une longue histoire de formation auprès des Forces canadiennes au Canada, et elles sont membres du Programme d'aide à l'instruction militaire du Canada. En raison de sa taille relativement importante et de la vigueur de son économie, Trinité-et-Tobago est un acteur influent au sein de la CARICOM. Il joue un rôle de premier plan en ce qui concerne les enjeux liés à l'énergie et à la sécurité. Le président intérimaire Housakos a demandé quelles autres actions pourraient être entreprises afin d'approfondir la coopération au niveau de la sécurité.

Le brigadier général a soutenu que Trinité-et-Tobago était fier de sa coopération avec le Canada et des programmes de formation professionnels. Il a expliqué qu'il avait lui-même complété sa formation au Canada quelques années auparavant. Il a ajouté qu'en raison de sa situation géographique, Trinité-et-Tobago était particulièrement vulnérable. La menace terroriste et la croissance de la radicalisation sont inquiétantes. Le brigadier général a résumé les faits entourant le coup d'état à Port-d'Espagne en 1990. L'environnement est en constante évolution si bien que les capacités et les ressources du pays sont mises à l'épreuve. Des lacunes sont notables à l'échelle du renforcement des capacités.

La région des Caraïbes est ciblée par le Canada en ce qui concerne les efforts de développement international. Un Programme de développement régional des Caraïbes dont Trinité-et-Tobago tire profit a été mis en œuvre. Par l'entremise de ce Programme, le Canada favorise une croissance économique durable en réponse aux difficultés économiques de la région et met de l'avant la sécurité au moyen du renforcement de la primauté du droit et de l'amélioration des mesures d'atténuation et d'intervention en cas de catastrophe naturelle.

Le brigadier général a nuancé les problématiques affirmant que le plus grand défi à la sécurité de Trinité-et-Tobago constituait le trafic illicite de drogue, en raison notamment de sa proximité géographique avec le Venezuela. Comme dans bien des régions des Caraïbes, l'insécurité est préjudiciable à la qualité de vie et constitue un obstacle à la croissance économique. Le trafic de drogue est directement responsable de la majorité des meurtres commis sur le territoire. L'immigration illégale est en hausse et constitue également une difficulté considérable. Plusieurs pays des Caraïbes comptent sur l'aide de Trinité-et-Tobago pour accroître la sécurité régionale et fournir les ressources humaines et monétaires pour y arriver.

Selon le brigadier général, aucune législation claire ne chapeaute la sécurité nationale. Des politiques sont présentement à l'étude. Le Centre d'Opérations nationales aide dans la concertation et la coordination des actions mais l'efficacité des systèmes reste à prouver. Le président intérimaire Housakos a demandé si de l'avis du brigadier général, assez de lois régissant les forces de police, la justice criminelle et le service correctionnel avaient été adoptées. À cette question, il fut répondu que plusieurs lois adressent différentes problématiques. Elles sont parfois désuètes et difficiles à

amender, et aucune loi ne chapeaute tout le système. De même, il n'existe encore aucun système de gestion des résultats ni d'examen des rapports.

Enfin, il fut question de l'avancement des négociations en ce qui concerne l'achat d'avions à missions multiples de longue portée.

Rencontre avec M. Garvin Heerah, directeur, Centre des Opérations nationales

La rencontre se voulait une occasion pour les membres de la délégation de mieux comprendre les systèmes en place pour assurer la sécurité des citoyens de Trinité-et-Tobago.

Une vidéo décrivant le mandat du Centre des Opérations nationales (CON) ainsi que les différents intervenants qui travaillent en collaboration avec le CON fut présentée. Parmi ces intervenants étaient comptés la garde côtière, les douanes, le bureau des catastrophes naturelles, le département des forces policières, l'immigration et l'agence de renseignements, pour lesquels le CON gère et coordonne les interventions. Néanmoins, les forces policières demeurent le premier contact du public.

Les principales actions du CON sont concentrées au niveau du trafic de drogue, de la traite de personnes, du terrorisme, des gangs de rue, du blanchiment d'argent, des initiatives de lutte contre la criminalité et du partage de renseignements.

La majorité des employés sont d'ex-militaires qui entretiennent des liens étroits avec les Forces de défense. L'idée proposée par les sénateurs canadiens d'importer la structure du Programme d'instruction et de coopération militaires entre le Canada et Trinité-et-Tobago au niveau des forces policières a été reçue de façon positive. Le Programme fait ses preuves à Trinité-et-Tobago depuis les années 1970.

Après la rencontre, la délégation canadienne a eu l'opportunité d'observer la salle de contrôle et de faire une courte visite guidée des lieux.

Activités

Lors de leur séjour à Port-d'Espagne, les membres de la délégation ont tenu un dîner d'affaires en présence de porte-paroles d'entreprises canadiennes et trinitadiennes ayant des intérêts canadiens afin de discuter de la situation économique au pays et du climat d'affaires qui y règne. Ils ont visité la salle utilisée temporairement pour la tenue des séances du Sénat et de la Chambre des représentants. Ils ont également assisté à la période des questions du Sénat.

Remerciements

Les membres de la délégation canadienne souhaitent remercier Son Excellence Mme Raziah Ahmed, sénatrice, présidente du Sénat et Son Excellence M. Wade Mark, député, président de la Chambre des représentants pour leur accueil chaleureux et leur généreuse hospitalité. La délégation souhaite également remercier le personnel du protocole du Parlement de la République de Trinité-et-Tobago qui a vu au bon déroulement de la visite.

Le personnel du haut-commissariat canadien à Port-d'Espagne a fourni une aide exceptionnelle. Des remerciements spéciaux sont exprimés à M. Gérard Latulippe, haut-commissaire du Canada pour Trinité-et-Tobago, qui a grandement contribué à la préparation du programme et qui a accompagné la délégation tout au long de sa visite. Des remerciements vont également à M. Barry Bristman, Mme Debra Boyce et Mme Katya Zeydan, qui ont joué un rôle important dans l'organisation et le déroulement de la visite.

Enfin, les délégués souhaitent remercier le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement du Canada et la Bibliothèque du Parlement pour la documentation qu'ils ont fournie aux fins de ce voyage.

Respectueusement soumis,

Le président du Sénat,
l'honorable Leo Housakos

Dépenses de voyage

Visite de l'honorable Leo Housakos, président intérimaire du Sénat, et d'une délégation parlementaire, Trinité-et-Tobago

DÉPLACEMENTS	24 200 \$
HÉBERGEMENT	300 \$
INDEMNITÉS QUOTIDIENNES	2 050 \$
PROTOCOLE	2 800 \$
FRAIS DIVERS	50 \$
TOTAL	29 400 \$